

«Emmanuel Macron est un espoir pour l'Europe»

MARC LAMBRECHTS

Mark Eyskens, ministre d'État et ancien Premier ministre, et Roland Gillet, professeur de finance à la Sorbonne et à l'ULB (Solvay) se disent, tous deux, interpellés par le discours d'Emmanuel Macron.

Quelle est votre réaction au discours du président français à la Sorbonne.

Mark Eyskens: C'est un discours très ambitieux. C'est le premier homme d'État européen depuis belle lurette qui ose proposer des réformes en profondeur. Deux points me sont très chers. Depuis de nombreuses années, je dis que nous avons besoin d'une nouvelle architecture européenne. Ce que j'appelle le «modèle Saturne»: une planète au milieu, c'est-à-dire une union toujours plus étroite entre un certain nombre de pays et, autour, des anneaux avec des pays associés dans divers domaines.

Par ailleurs, l'Europe est trop bon marché. Le budget de l'Union européenne ne représente qu'1% du PIB européen. Des dépenses comme la défense, la sécurité, l'immigration, la recherche... devraient être «européanisées». Cela représente facilement 10% du PIB. L'avantage est que cela permettrait de réduire les dépenses nationales mais aussi les impôts nationaux.

Roland Gillet: Macron est un grand espoir pour l'Europe, mais comment va-t-on amener davantage d'argent vers l'Europe? Par des impôts prélevés par cette dernière ou pas? Par des transferts comme on le fait entre régions aux États-Unis?

Macron fait aussi face à des chantiers importants en France, où les oppositions sont nombreuses et où la rue menace. Si on dit aux Français qu'on va les imposer afin de donner plus de moyens à l'Europe – car c'est comme cela que ce sera présenté –, j'attends de voir les réactions.

Mark Eyskens: Ce qui peut aider, ce sont les contraintes extérieures, qui sont nombreuses et importantes. Le président Trump a annoncé qu'il ne voulait plus financer l'Otan. Nous sommes face à une facture colossale. Pour la seule Belgique,

cela représente 10 milliards. Pour financer cela, il faudra une communauté européenne de la défense. Deuxième contrainte, Trump est protectionniste. Il nous faut une réponse européenne intelligente. L'Europe doit ici parler d'une seule voix. Troisième contrainte: la Chine pratique une politique économique très agressive à tous les niveaux. Il y a notamment cette initiative «Belt and Road», cette nouvelle route de la soie. Des projets gigantesques qui vont de Pékin jusqu'en Europe, avec des lignes ferroviaires qui pourraient être une menace pour nos grands ports du nord de l'Europe.

Le résultat électoral mitigé d'Angela Merkel change-t-il la donne. Est-ce un frein pour les projets européens?

Mark Eyskens: Ce sera un frein si on laisse parler les instincts populistes. Nous avons besoin de l'immigration, en Allemagne comme chez nous, en Belgique. Il nous faut une politique d'immigration sélective et intelligente, comme c'est le cas au Canada.

Roland Gillet: En fonction des partenaires qui seront au gouvernement, Angela Merkel aura peut-être davantage de difficultés à faire ce qu'elle promettait ou faisait avant les élections. Merkel avait, par exemple, indiqué que le ministre espagnol de l'Économie, Luis de Guindos, ferait un excellent ministre européen des Finances. Car s'il a bien géré l'argent espagnol, il peut également gérer l'argent allemand. Je me demande si cela restera sur la table.

Ce qui se passe en Catalogne avec le référendum prévu ce 1^{er} octobre est inquiétant à vos yeux?

Mark Eyskens: Je pense que le chef du gouvernement Mariano Rajoy a été maladroit en envoyant des renforts de la police nationale en Catalogne. La situation est très tendue. Si les séparatistes l'emportent en Catalogne, je me demande ce que fera la N-VA au sein du gouvernement belge. Vont-ils plaider en faveur de la reconnaissance des indépendantistes? Ce sera intéressant. (rires)

Emmanuel Macron, dans son discours, a exprimé sa volonté de relancer l'idée d'une taxe sur les transactions financières, la fameuse «taxe Tobin».

Roland Gillet: Si le monde entier applique une telle taxe, c'est a priori merveilleux. Sinon, toutes les transactions iront dans certains centres financiers, comme Londres, qui va se frotter les mains.

En Belgique, le gouvernement veut imposer les comptes-titres et cela provoque de sérieux remous.

Roland Gillet: Le danger, c'est que comme avec l'ancienne taxe sur la spéculation, cela conduise à une perte de revenus fiscaux pour l'État. Je pense que certaines personnes seraient prêtes à payer les 0,15% si elles ne devaient pas indiquer dans leur déclaration leurs différents comptes. Et il ne s'agit pas ici de gens qui veulent tricher.

Mark Eyskens: J'avais suggéré aux ministres que je côtoie de ne pas mettre en œuvre des mesures tatillonnes. Je pense que nous avons besoin d'une réforme fiscale en profondeur, qui pourrait s'inspirer du modèle scandinave. On taxerait «raisonnablement» les revenus du travail alors que tous les autres revenus seraient globalisés et sujets à une «flat tax».

«C'est le premier homme d'État européen depuis belle lurette qui ose proposer des réformes en profondeur.»

MARK EYSKENS
MINISTRE D'ÉTAT

«Le discours est ambitieux mais comment va-t-on amener davantage d'argent vers l'Europe?»

ROLAND GILLET
PROFESSEUR DE FINANCE À LA SORBONNE